

# Les prix des denrées alimentaires dans le pays et à l'étranger

Autor(en): [s.n.]

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Revue syndicale suisse : organe de l'Union syndicale suisse**

Band (Jahr): **18 (1926)**

Heft 8

PDF erstellt am: **10.08.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-383600>

## **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

## **Haftungsausschluss**

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

guide pour les organisations, qui ne devront le faire leur que dans la mesure où les contingences économiques et sociales et même les circonstances politiques le leur permettront, il n'y a rien à y redire, et on peut conclure qu'en fait ceux qui président aux destinées du syndicalisme communiste ou prétendument tel, sont pour le moins aussi opportuniste que les dirigeants de la Fédération syndicale internationale d'Amsterdam, dénoncés par eux comme des timorés et des indécis.

Ce programme appelle cependant de notre part certaines remarques. Il contient, en effet, à côté de revendications que nous pouvons faire nôtres, des desiderata auxquels nous ne saurions nous rallier. D'autre part, l'analyse de ce programme fait découvrir certaines choses qui infirment les affirmations de principe auxquelles nous ont accoutumés les bolchévistes.

Par exemple, nous sommes de l'avis de l'Internationale syndicale rouge quand elle réclame la journée de huit heures, l'augmentation des salaires réels, la liberté d'action pour les organisations syndicales, la refonte des régimes fiscaux dont les charges, actuellement, accablent les ouvriers, la démocratie ouvrière dans les syndicats; et nous l'approuvons aussi lorsqu'elle veut lutter contre la guerre et travailler au rapprochement des travailleurs par-dessus les frontières.

Au fond, il s'agit là, simplement, d'un programme « réformiste », un programme qui n'a, en effet, rien de révolutionnaire, si l'on attache à ce terme la signification que lui donnent généralement ceux qui se réclament du communisme orthodoxe, et nombre des points de ce programme ont été d'ailleurs réalisés dans des pays où les travailleurs sont loin d'épouser les théories bolchévistes.

Par contre, nous ne voulons pas suivre l'Internationale syndicale rouge quand elle invite les syndicats à lutter contre la Société des nations et contre le Bureau international du travail, représentés par elle comme des organismes de collaboration de classes. Nous voulons volontiers admettre que ces institutions ne sont point parfaites et qu'elles sont susceptibles de perfectionnement. Mais il en est ainsi de toutes les institutions nouvelles que la classe ouvrière organisée a arrachées à l'égoïsme des classes possédantes; elles ne donnent jamais complète satisfaction d'emblée, mais, à force de persévérance et d'énergie, elles finissent par s'imposer au respect de tous.

Les institutions de la Russie soviétique ne se trouvent-elles pas justement dans ce cas? Ne serait-il pas puéril d'affirmer qu'elles ont fait leurs preuves, toutes, et qu'elles n'ont dû et ne devront encore subir de profonds changements avant de pouvoir être considérées comme des institutions à l'abri de tout reproche?

On nous dira peut-être qu'une comparaison n'est pas possible entre les pays où le capitalisme règne encore et la Russie, où le prolétariat s'est emparé du pouvoir et a maîtrisé le capitalisme. Mais cela aussi prête à caution, car il y a certaines histoires de concessions au capitalisme étranger qui prouvent qu'on aurait tort de considérer la Russie comme un pays ayant définitivement passé le stade qui conduit du capitalisme au socialisme. Les nécessités économiques y ont été plus fortes que la volonté des hommes, et il a bien fallu composer avec elles, donc faire fi, momentanément du moins, des principes au nom desquels les Russes prétendent cependant faire la leçon aux autres.

Il est très étonnant, d'autre part, que les leaders de l'Internationale syndicale rouge croient aujourd'hui à l'applicabilité de certaines « réformes », qu'ils représentaient hier comme étant d'une réalisation impossible en régime capitaliste. Hier, lutter contre « l'abaissement du niveau d'existence » et pour « le transfert des charges fiscales de façon qu'elles pèsent sur les classes possé-

dantes », c'étaient de dangereuses illusions et l'action des « réformistes » tendant à réaliser ces revendications, procédait, disait-on, de la plus basse démagogie. Aujourd'hui, changement de ton: on s'est aperçu que l'on faisait fausse route et on reconnaît implicitement que l'amélioration du sort de la classe ouvrière en régime capitaliste n'est pas un mirage.

Contradiction? Peut-être, mais surtout retour aux principes du syndicalisme socialiste qui, sans méconnaître les difficultés de sa tâche, tend à faire besogne utile, besogne positive, en ne s'embarassant pas de formules toutes faites. Et il n'est pas moins révolutionnaire pour cela!

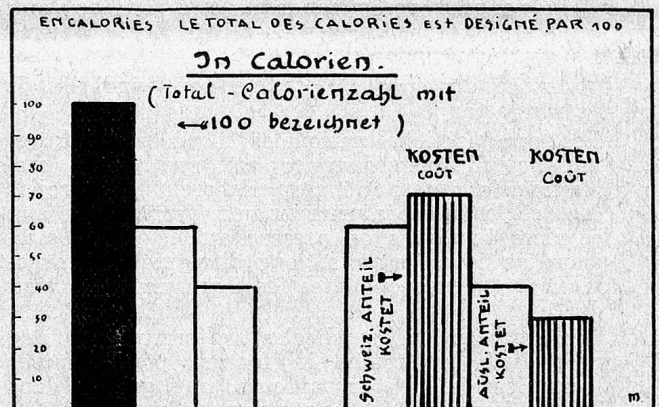
P. van Malder.

(Du Mouvement syndical belge.)



## Les prix des denrées alimentaires dans le pays et à l'étranger

La Suisse a un besoin total d'alimentation en calorie (chaleur). On peut le comparer à 100. Quand ces 100 unités alimentaires se payent avec 100 unités d'argent, les 60 unités alimentaires que *notre pays* peut produire, coûtent 70 unités d'argent, tandis que les 40 unités alimentaires que nous fournissons à l'étranger ne nous coûtent que 30 unités d'argent. Le tableau attire donc indirectement notre attention sur le renchérissement surélevé des produits agricoles du pays. Il montre de même que la Suisse ne peut nourrir que les  $\frac{2}{5}$  de la population. Si l'on ne pouvait importer ce qui nous manque, les  $\frac{2}{5}$  de la population devrait s'expatrier ou mourir de faim.



## Les salaires et le coût de la vie aux Etats-Unis

Les « Information sociales », publication hebdomadaire du Bureau international du travail, publient les chiffres comparatifs concernant les modifications de salaires et du coût de la vie, qui ont eu lieu aux Etats-Unis, au cours de ces dernières années.

Le tableau suivant indique, au moyen de nombres-indices, la moyenne des modifications qui se sont produites dans les taux des salaires horaires syndicaux et dans le coût de la vie de la classe ouvrière, pendant la période 1906—1925, les chiffres afférents à chaque année étant indiqués en fonction de la moyenne de 1913 (= 100). Dans la dernière colonne, ces chiffres ont été combinés de manière à montrer la valeur relative du